

COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGETCOMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 16 FÉVRIER 2011

WOENSDAG 16 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 16 h 17 sous la présidence de M. Guy Coëme.

01 Question de M. Bert Wollants au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la contribution du secteur de l'énergie nucléaire" (n° 2340)

01.01 Bert Wollants (N-VA): Depuis deux ans, déjà, le secteur nucléaire verse une contribution forfaitaire de 250 millions d'euros. Celle-ci a été fixée après que le ministre Magnette a dû baisser le ton auprès des exploitants des centrales nucléaires. La chute du gouvernement a quelque peu relégué ce dossier à l'arrière-plan. Le ministre Magnette a toujours affirmé qu'il s'agissait d'un bon accord et d'une juste contribution.

À la réception du nouvel an de son parti, le ministre Reynders a indiqué que le secteur pourrait bien verser 500 millions d'euros. Pourquoi ces 500 millions surgissent-ils subitement? S'agirait-il du "nouveau" montant adéquat? Comment calcule-t-on ce montant? Comment sera-t-il répondu aux griefs de la CREG et de la Commission européenne dans le cadre d'un nouvel accord?

01.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il s'agissait d'une déclaration de M. Reynders en sa qualité de président du MR, lors d'une réception de nouvel an de son parti, et non en sa qualité de ministre des Finances.

J'observe qu'un autre parti de la majorité propose quant à lui 750 millions d'euros. L'enjeu de ce débat, c'est que le secteur nucléaire peut peut-être apporter sa contribution à la confection difficile du budget fédéral. L'on songe à 500 millions d'euros environ, ou un peu moins, en fonction d'aspects techniques du dossier. La commission de l'Économie a consacré la semaine dernière une discussion très difficile à la marge réelle du secteur nucléaire. L'ampleur de cette marge est difficile à calculer. Les avis à ce sujet divergent.

D'autres conditions encore sont liées à ces contributions du secteur nucléaire. Ce débat doit être mené au sein du gouvernement dans le cadre de la confection du budget.

01.03 Bert Wollants (N-VA): De l'avis général, le montant de 250 millions d'euros est beaucoup trop faible. Si cette contribution devait être plus élevée, bon nombre de problèmes s'en trouveraient résolus. Je retiens que le ministre Reynders est demandeur d'une importante avancée dans ce domaine.

L'incident est clos.

02 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "un système de détection de fraude auprès des compagnies d'assurance" (n° 2437)

02.01 Peter Logghe (VB): Selon les estimations d'Assuralia, 5 à 10 % des demandes d'indemnisation introduites chaque année seraient frauduleuses. Il n'existe pas encore de système de détection de fraude en Belgique, comme c'est déjà le cas dans d'autres pays.

Qu'est-ce qui empêche l'État belge ou le secteur belge des assurances d'utiliser un tel système? Une concertation a-t-elle lieu à ce sujet? Quelle est la réaction du secrétaire d'État à propos du World Insurance Report? Dans quelles branches des assurances les cas de fraude sont-ils les plus nombreux et les plus

importants?

02.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le World Insurance Report 2011 est une publication de la firme de consultance Capgemini. Étant donné qu'il s'agit d'une initiative privée, je ne m'exprimerai pas à ce sujet.

En juin 2010, Assuralia a publié un communiqué dans lequel elle commentait les données de l'Agence française de lutte contre la fraude et dont il est ressorti que seules les statistiques pour les assurances incendie, accidents et risques divers sont suffisamment fiables.

Les secteurs les plus touchés par la fraude sont les assurances automobile, incendie, responsabilité civile familiale, bagages et revenu garanti.

Assuralia conclut que ces informations récoltées en France démontrent que des statistiques similaires devraient être disponibles en Belgique.

Assuralia possède une commission Fraude. Datassur, qui organise la coopération entre les compagnies d'assurance, peut également jouer un rôle en la matière. Les statistiques françaises ont aussi été recueillies par un partenariat privé.

Les assureurs qui sont membres d'Assuralia ont signé un accord pour combattre ensemble la fraude à l'assurance. Des signaux d'avertissement ont déjà été lancés. Les assureurs participent aussi à la plateforme de concertation nationale en matière de criminalité automobile, une initiative des ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Les compagnies d'assurance doivent constater elles-mêmes les fraudes à l'assurance. Rien n'empêche le secteur de prendre des initiatives pour pouvoir mieux les détecter. Les pouvoirs publics interviennent dans le cadre de la poursuite pénale des dossiers de fraude.

02.03 Peter Logghe (VB): Il n'y a manifestement pas de statistiques disponibles pour notre pays dans ce domaine. Il faut donc remédier d'urgence à cette lacune si l'on veut mener une politique ciblée. Les feux clignotants sont utiles pour détecter la fraude, mais disposer de chiffres est au moins aussi important.

Le Comité européen des assurances estime que la fraude à l'assurance se situe, sur la plupart des marchés européens, entre 5 et 10 %. Pour la Belgique, cela représenterait donc un montant d'environ 250 millions d'euros, ce qui constitue tout de même une somme colossale.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 2470 de Mme Almaci et 2723 de M. Verherstraeten sont reportées; ma question n^o 2546 et la question n^o 2802 de M. Van der Maelen sont transformées en questions écrites.

03 Question de M. Bert Wollants au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la réduction sur la facture des filtres à particules" (n^o 2454)

03.01 Bert Wollants (N-VA): Depuis 2007, le contribuable qui acquiert un véhicule diesel équipé d'un filtre à particules standard bénéficie d'une réduction fiscale. L'impact de cette mesure a été évalué en 2010 à 100 millions d'euros.

Le 1^{er} janvier 2011 est entrée en vigueur une mesure de transition de deux ans organisant l'entrée en vigueur de la nouvelle norme Euro 5 qui interdit aux États membres de délivrer des agréments types pour les véhicules qui ne satisfont pas aux normes d'émission et de consommation de carburant. Les véhicules diesel ne pouvant satisfaire à ces normes que s'ils sont équipés d'un filtre à particules, cela n'a plus aucun sens que les pouvoirs encouragent fiscalement l'installation d'un tel dispositif.

La réduction pour filtre à particules est-elle malgré tout maintenue? Quel serait le coût pour les pouvoirs publics du maintien de la mesure?

03.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La réduction a été supprimée au moment où le

filtre à particules est devenu obligatoire, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 2011. Désormais, les véhicules ne peuvent plus émettre plus de 5 milligrammes de particules fines au kilomètre.

À partir du 1^{er} janvier, aucune réduction ne sera plus accordée pour ces véhicules. Le coût est donc nul.

03.03 Bert Wollants (N-VA): C'est une bonne chose. Les moyens dégagés pourront être affectés à d'autres initiatives.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les frais de gestion des comptes dormants" (n° 2475)

04.01 Veerle Wouters (N-VA): Les banques doivent transmettre à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) les titres dormants dont les propriétaires ne peuvent être retrouvés.

À quels établissements de crédit la gestion de ces devises et titres dormants a-t-elle été attribuée? Suivant quelle procédure? Comment le marché public se déroule-t-il? La CDC est-elle tenue de facturer des frais de gestion à un propriétaire qui lui demande de lui restituer ses titres? Comment les frais de gestion des titres dormants sont-ils calculés?

04.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La gestion des devises de la CDC, devises dormantes comprises, a été confiée en 2009 à BNP Paribas Fortis. Au vu du montant de ce marché public, l'attribution a pu être réalisée sans publicité. La banque s'acquitte correctement de sa mission.

La Banque Nationale de Belgique gère tous les titres de la CDC. Étant donné qu'elle facture des frais de gestion pour la gestion des titres dormants, le 20 mars 2010, une adjudication publique a été lancée sans toutefois qu'aucun candidat ne se manifeste. BNP Paribas Fortis a jugé le cahier des charges trop vague. À la suite des précisions apportées par la CDC, la banque a déposé une offre dont les termes étaient comparables aux frais facturés par la Banque nationale. L'inspecteur des Finances juge ces frais trop élevés mais, à défaut d'une autre solution, la fonction reste provisoirement confiée à la Banque Nationale.

Les frais de gestion consentis par la CDC pour les titres dormants sont partiellement répercutés sur les détenteurs et les bénéficiaires au moment où ils demandent le remboursement de leurs titres dormants.

L'arrêté royal du 14 décembre 2010 précise les coûts que doit facturer la CDC: les frais de gestion annuels variables des titres et les frais de dossiers trimestriels forfaitaires. Pour l'année au cours de laquelle les titres sont restitués, les coûts variables s'élèvent à 0,20 % de la valeur du portefeuille au 31 décembre de l'année précédente, avec un minimum de 1 euro par trimestre entamé. Pour les années précédentes, ils sont de 0,20 % de l'année en cours. Les frais de dossier forfaitaires se montent à 1,75 euro par trimestre entamé avec un minimum de 7 euros par an.

04.03 Veerle Wouters (N-VA): Vu les coûts de gestion élevés, il aurait mieux valu que les titres dormants restent dans les banques. Les coûts sont les plus élevés du marché. Dois-je comprendre que c'est la CDC elle-même qui a fixé les prix?

04.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Si les tarifs étaient réellement aussi élevés, les bénéfices devraient être considérables. Pourquoi aucune banque n'a-t-elle dès lors fait une offre lors de l'adjudication publique? Il est assez difficile de croire que cette activité serait plus rentable si elle était effectuée pour le compte de l'État que si les banques se chargeaient elles-mêmes de la gestion des titres.

L'incident est clos.

05 Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'influence de l'arrêt du 27 janvier 2011 de la Cour constitutionnelle sur les douanes" (n° 2515)

05.01 Josy Arens (cdH): Par un arrêt du 27 janvier 2011, la Cour constitutionnelle a dit pour droit que

l'article 198, § 3, de la loi générale sur les douanes et accises viole les articles 10 et 11 de la Constitution. D'après la presse, cet arrêt pourrait avoir comme conséquence que les dossiers de fraude pour lesquels la douane a effectué des perquisitions ces dix dernières années soient menacés.

Pensez-vous que l'interprétation de la Cour puisse avoir une portée rétroactive? Les anciens dossiers de fraude où la douane a procédé à des perquisitions sans autorisation motivée du juge de police sont-ils menacés? A-t-on une idée du nombre de dossiers concernés, ainsi que des montants en jeu? Vos services ont-ils l'intention d'apporter une solution par la voie légale? Si oui, laquelle?

Présidente: Muriel Gerken.

05.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): La Cour constitutionnelle a imposé certaines conditions à l'exercice de ces visites domiciliaires. Ces conditions sont l'autorisation délivrée par le juge de police qui doit faire l'objet d'un contrôle judiciaire. Les documents et les explications sur lesquels se fonde l'autorisation ne peuvent être soustraits au principe de la procédure contradictoire. L'autorisation doit expressément être motivée. Des problèmes ne peuvent surgir que si l'autorisation de perquisition délivrée par le juge de police ne répond pas à ces conditions.

Lors de l'instruction d'une affaire criminelle, le juge pénal a la possibilité d'exercer un contrôle sur l'autorisation délivrée par le juge de police. Il ne faut pas avoir l'impression que les juges de police délivrent ces autorisations aussi simplement.

Les poursuites s'effectuent généralement sur la base d'autres motifs initiaux et les perquisitions constituent un moyen de poursuivre l'enquête douanière et de trouver des preuves complémentaires. Même si cela venait à être écarté du dossier, il y aurait en principe encore suffisamment d'autres preuves qui ne seraient pas "contaminées" par ces considérations.

L'administration des Douanes et Accises donnera des directives afin que toutes les demandes de perquisition soient expressément motivées.

Les règles particulières applicables aux frontières nationales et dans les ports sont celles applicables dans le rayon des douanes en cas de poursuites ininterrompues et dans les bâtiments pour lesquels il y a suspicion d'entreposage. Ces articles-là ne sont pas soumis à la Cour constitutionnelle. Les perquisitions effectuées sur cette base légale font cependant partie des exceptions à la règle générale.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 2557 de M. Vercamer est transformée en question écrite et je retire ma question n° 2682.

06 Question de M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la communication récente de la CBFA sur un ensemble de bonnes pratiques" (n° 2706)

06.01 Olivier Henry (PS): Le 20 décembre dernier, la CBFA a publié un rapport "Déroulement des offres publiques d'obligations *corporate*" dans lequel elle publie un ensemble de bonnes pratiques qui fera l'objet d'une évaluation à intervalle régulier. Ce document met en lumière des cas de violation de certaines normes légales concernant par exemple la réception d'ordres se faisant avant l'ouverture officielle de l'offre publique ou des délais de mise à disposition non respectés.

Pourquoi cette réaction est-elle si tardive? La CBFA a-t-elle à présent décidé de mener des instructions? Est-elle prête à imposer des sanctions? La CBFA n'aurait-elle pas la responsabilité d'agir ou d'éventuellement transmettre les informations relatives à ces violations de la loi à la justice? Enfin, pourriez-vous me donner des informations quant aux évaluations qui ont été prévues?

06.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en français*): La CBFA a effectivement rendu publique, en décembre 2010, une communication sur le déroulement des offres publiques d'obligations *corporate*. Ces inefficiences récentes ne sont pas propres au marché belge mais trouvent leur source dans le

mécanisme d'allocation des titres basé sur le principe du "premier arrivé, premier servi".

La CBFA a décidé de recommander aux intermédiaires financiers d'opter pour un mécanisme d'allocation des titres basé sur une répartition proportionnelle. La Belgique est le seul pays à avoir osé ce pas. Il convient toutefois de ne pas confondre inefficience pouvant conduire à un traitement inéquitable et manquement administratif ou infraction pénale. La CBFA procédera à une évaluation du suivi de cette recommandation, mais c'est totalement prématuré aujourd'hui.

06.03 Olivier Henry (PS): Nous reviendrons vers le ministre en charge pour savoir ce qui aura été fait.

L'incident est clos.

La **présidente:** Les questions n^{os} 2730 et 2731 de Mme Fonck et n^{os} 2753 et 2754 de M. Schoofs sont supprimées.

07 Question de M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les bâtiments de la Donation royale" (n° 2719)

07.01 Theo Francken (N-VA): Conformément à l'arrêté royal du 9 avril 1930, la Donation royale, dont les biens appartiennent à l'État, est une institution publique indépendante qui doit couvrir toutes ses dépenses avec les ressources dont elle dispose. Elle possède notamment quelques immeubles de bureaux, dont un rue des Quatre-Bras.

À combien les recettes annuelles de ces baux se sont-elles élevées depuis 2008? Quelles propriétés immobilières de la Donation royale ont été vendues au cours de la période 2008-2010?

07.02 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (en néerlandais): En ce qui concerne le produit locatif net, il s'agit de 775 540 euros pour le bâtiment Coudenberg en 2008. Ce montant est indexé le 1^{er} août de chaque année. En ce qui concerne la place Jean Jacob, il s'agit d'un montant de 522 772 euros qui est indexé le 1^{er} janvier. Pour la rue des Quatre-Bras, un loyer unique de 6 millions d'euros a été versé pour la période de 2005 à 2010. Pour 2009 et 2010, il s'agit respectivement de 770 386 euros et 785 961 euros pour le bâtiment Coudenberg et de 541 261 euros et 542 261 euros pour la place Jean Jacob.

Il est également fait référence à la composition du patrimoine immobilier telle qu'elle apparaît sur le site de mon département sous la rubrique Donation royale.

Le montant des recettes locatives de ces biens immobiliers a atteint 1 041 370 euros en 2008, 1 178 574 euros en 2009 et 1 203 221 euros en 2010. Cette hausse des recettes se poursuivra en 2011 grâce notamment à un loyer de 555 101 euros perçu pour le bâtiment situé rue des Quatre-Bras.

Le 25 septembre 2008, une partie de la forêt du domaine de Postel a été vendue pour cause d'utilité publique à la Région flamande pour la somme de 5 549 360 euros. Le 22 avril 2010, des terrains à bâtir situés le long de la Koningstraat à Ostende ont été vendus pour la somme de 2 350 000 euros. Le 19 mai 2010, une propriété sise au numéro 304 de la chaussée de Bruxelles à Kraainem a été vendue pour la somme de 1,5 million d'euros. Le 21 mai 2010, des terrains situés le long de la Roostbaan à Grimbergen ont été vendus pour cause d'utilité publique à la province du Brabant flamand pour la somme de 5 644 euros.

Entre 2008 et 2010, deux habitations du domaine d'Ardenne ont été rénovées pour un montant de 397 390 euros, le château du Belvédère a fait l'objet de travaux divers (modernisation, réparations, travaux en vue de remédier à des problèmes d'humidité) pour un montant de 181 131 euros, des travaux de réparation pour un montant de 41 232 euros ont été effectués au château du Stuyvenberg, deux habitations ont été rénovées pour un montant de 43 367 euros, la toiture de l'hôtel Bellevue a été réparée – dont coût 62 815 euros – et deux habitations ont été rénovées à Tervuren pour un montant de 51 448 euros.

Le Sénat a déjà consacré un débat au coût que représente la famille royale. Peut-être ce point doit-il être examiné dans le cadre des négociations.

07.03 Theo Francken (N-VA): Je ne comprends pas bien de quel bâtiment sis rue des Quatre-Bras il s'agit

concrètement. S'agit-il du même bâtiment que celui sur lequel portait ma question?

07.04 Bernard Clerfayt, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il s'agit du même bâtiment. J'ai communiqué le loyer unique pour le bâtiment Quatre-Bras pour toute la période de 2005 à 2010. Le nouveau montant de 555 000 euros représente le loyer pour 2011. C'est la raison pour laquelle le rapport va augmenter.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 08.

De behandeling van de vragen vangt aan om 16.17 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Guy Coëme.

01 Vraag van de heer Bert Wollants aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de bijdrage van de nucleaire energiesector" (nr. 2340)

01.01 Bert Wollants (N-VA): De nucleaire sector betaalt nu al twee jaar een forfaitaire bijdrage van 250 miljoen euro. Dit werd vastgelegd nadat minister Magnette bakzeil haalde bij de uitbaters van de kerncentrales. Door de val van de regering geraakte het dossier wat op de achtergrond. Minister Magnette heeft altijd volgehouden dat het om een correct akkoord en om een billijke bijdrage ging.

Op de nieuwjaarsreceptie van zijn partij kondigde minister Reynders aan dat de sector best 500 miljoen euro zou kunnen betalen. Waarom komt die 500 miljoen nu plots op tafel? Is 500 miljoen euro dan het 'nieuwe' correcte bedrag? Hoe wordt zo iets berekend? Hoe zal men in de nieuwe regeling voldoen aan de bezwaren van de CREG en de Europese Commissie?

01.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (*Nederlands*): Het gaat om een uiting van de heer Reynders als toenmalig voorzitter van de MR op een nieuwjaarsreceptie van zijn partij en niet als minister van Financiën.

Ik heb gemerkt dat een andere regeringspartij dan weer 750 miljoen euro voorstelde. Het gaat erom dat de nucleaire sector misschien kan helpen bij de moeilijke begrotingsopstelling van de federale overheid. Er werd gedacht aan ongeveer 500 miljoen, iets meer of iets minder, afhankelijk van de technische elementen in het debat. De commissie voor het Bedrijfsleven heeft vorige week een heel moeilijk debat gevoerd over de reële marge van de nucleaire sector. De omvang van die marge is heel moeilijk te berekenen. De meningen lopen uiteen.

Er zijn ook andere voorwaarden verbonden aan deze bijdragen van de nucleaire sector. Dit debat moet gevoerd worden binnen de regering in het kader van het opstellen van de begroting.

01.03 Bert Wollants (N-VA): Bijna iedereen noemde 250 miljoen euro veel te laag. Als die bijdrage een stuk hoger uitkomt, lost dat voor een stuk heel wat andere problemen op. Ik onthoud dat minister Reynders vragende partij is om hierin een grote stap voorwaarts te zetten.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "een fraudedetectiesysteem bij verzekeringsmaatschappijen" (nr. 2437)

02.01 Peter Logghe (VB): Assuralia schat dat jaarlijks 5 tot 10 procent van alle schadeclaims frauduleus is. België beschikt nog niet over een fraudedetectiesysteem, zoals dat in andere landen bestaat.

Wat houdt de Belgische overheid of de Belgische verzekeringssector tegen om zo een systeem te gebruiken? Wordt daarover overleg gepleegd? Hoe reageert de staatssecretaris op het World Insurance Report? In welke verzekeringstakken komen de meeste en grootste fraudezaken voor?

02.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (*Nederlands*): Het World Insurance Report 2011 is een publicatie van consultancyfirma Capgemini. Aangezien het een privé-initiatief betreft, lever ik daar geen commentaar

op.

In juni 2010 publiceerde Assuralia een bericht waarin gegevens van het Franse Agentschap voor fraudebestrijding becommentarieerd werden en waaruit bleek dat enkel de verzekeringsstatistieken voor brand, ongevallen en allerlei risico's (BOAR) voldoende betrouwbaar zijn.

Het meest door fraude getroffen zijn de autoverzekering, de brandverzekering, de familiale burgerlijke aansprakelijkheid, de bagageverzekering en de verzekering gewaarborgd inkomen.

Assuralia concludeert dat deze informatie uit Frankrijk aantoont dat we in ons land over vergelijkbare statistieken zouden moeten beschikken.

Assuralia beschikt over een commissie Fraude. Ook Datassur, dat de samenwerking tussen verzekeringsmaatschappijen organiseert, kan in dit verband een rol spelen. Ook de Franse statistieken werden verzameld door een privaat samenwerkingsverband.

De verzekeraars die lid zijn van Assuralia, hebben een overeenkomst ondertekend om verzekeringsfraude samen te bestrijden. Er werden al waarschuwingssignalen uitgewerkt. De verzekeraars nemen ook deel aan het nationaal overlegplatform autocriminaliteit, een initiatief van de ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie.

De verzekeringsondernemingen zelf moeten de verzekeringsfraude vaststellen. Niets belet de sector om initiatieven te nemen om fraude beter te kunnen detecteren. De overheid speelt een rol in de strafrechtelijke vervolging van fraudegevallen.

02.03 Peter Logghe (VB): Blijkbaar zijn er voor ons land geen statistieken beschikbaar. Daarvan moet dringend werk worden gemaakt als men een aangepast beleid wil voeren. De knipperlichten zijn nuttig om fraude te detecteren, maar de cijfers zijn zeker even belangrijk.

Het Europees Comité voor het Verzekeringswezen vermoedt dat de verzekeringsfraude op de meeste Europese markten tussen 5 en 10 procent bedraagt. Voor België zou dat dus ongeveer 250 miljoen euro zijn. Dat is toch een gigantisch bedrag.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nrs 2470 van mevrouw Almaci en 2723 van de heer Verherstraeten worden uitgesteld. Mijn vraag nr. 2546 en vraag nr. 2802 van de heer Van der Maelen werden omgezet in een schriftelijke vraag.

03 Vraag van de heer Bert Wollants aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de korting op de factuur voor roetfilters" (nr. 2454)

03.01 Bert Wollants (N-VA): Sinds 2007 krijgt de koper van een dieselwagen die standaard is uitgerust met een roetfilter, een korting van de overheid. De kosten daarvan worden voor 2010 geschat op 100 miljoen euro.

Op 1 januari 2011 trad na een overgangsperiode van twee jaar de nieuwe Euro 5-norm in werking die de lidstaten verbiedt om typegoedkeuringen af te leveren voor voertuigen die niet aan de emissie- en brandstofverbruiksnormen voldoen. Dieselveoertuigen kunnen die normen alleen met een roetfilter halen, dus heeft het weinig zin dat de overheid die filter nog aanmoedigt via een korting.

Wordt de korting voor roetfilters toch behouden? Hoeveel zou die korting dan gaan kosten aan de overheid?

03.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Nederlands): De korting werd afgeschaft toen de roetfilter verplicht werd en dat was op 1 januari 2011. Voortaan mogen voertuigen niet meer dan 5 milligram fijn stof per kilometer uitstoten.

Vanaf 1 januari wordt voor die voertuigen geen korting meer toegekend, de kostprijs is dus nul.

03.03 Bert Wollants (N-VA): Dat is een goede zaak. Er komen dus middelen vrij om andere dingen mee te doen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de beheerskosten van slapende rekeningen" (nr. 2475)

04.01 Veerle Wouters (N-VA): Slapende effecten waarvan de eigenaars niet kunnen worden teruggevonden, moeten door de banken worden overgedragen aan de Deposito- en Consignatiekas (DCK).

Aan welke kredietinstellingen werd het beheer over die slapende deviezen en effecten toegewezen? Volgens welke toekenningsprocedure gebeurde dat? Hoe verloopt de overheidsopdracht? Moet de DCK forfaitaire beheerskosten aanrekenen aan een eigenaar die zijn effecten terugvraagt? Hoe worden de beheerskosten van slapende effecten berekend?

04.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (*Nederlands*): BNP Paribas Fortis werd in 2009 aangeduid als de beheerder van de deviezen in de DCK, het beheert dus ook de slapende deviezen. Gezien het bedrag van deze overheidsopdracht, kon de aanduiding zonder bekendmaking gebeuren. De opdracht verloopt gunstig.

De Nationale Bank van België is de beheerder van alle effecten bij de DCK. Omdat zij beheerskosten aanrekent voor het beheer van slapende effecten, werd op 20 maart 2010 een openbare uitbesteding uitgeschreven. Er waren geen kandidaten. BNP Paribas Fortis vond het bestek te vaag. Na preciseringen door de DCK deed de bank een bod, maar dat was vergelijkbaar met de kosten die de Nationale Bank aanrekent. De inspecteur van Financiën vindt die kosten te hoog. Bij gebrek aan een alternatief blijft de functie voorlopig dus bij de Nationale Bank.

De door de DCK gemaakte beheerskosten voor de slapende effecten worden gedeeltelijk verhaald op de houders en de begunstigten als zij de terugbetaling van hun slapende effecten vragen.

Het KB van 14 december 2010 bepaalt welke kosten de DCK moet aanrekenen. Er zijn de jaarlijkse variabele beheerskosten van de effecten en de driemaandelijks forfaitaire dossierkosten. Voor het jaar waarin de effecten worden teruggegeven, bedragen de variabele kosten 0,20 procent van de waarde van de portefeuille op 31 december van het voorgaande jaar, met een minimum van 1 euro per begonnen kwartaal. Voor de jaren daarvoor gaat het om 0,20 procent van het jaar zelf. De forfaitaire dossierkosten bedragen 1,75 euro per begonnen kwartaal, met een maximum van 7 euro per jaar.

04.03 Veerle Wouters (N-VA): Gezien de hoge kosten voor het beheer waren de slapende effecten volgens mij beter bij de banken zelf gebleven. De kosten zijn de hoogste op de markt. Ik begrijp dat de DCK zelf de tarieven heeft bepaald?

04.04 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (*Nederlands*): Als de tarieven werkelijk zo hoog zouden zijn, valt er dus flink wat aan te verdienen. Waarom heeft geen enkele bank dan een bod gedaan bij de publieke aanbesteding? Het is nogal moeilijk te geloven dat deze activiteit rendabeler zou zijn als ze voor rekening van de Staat wordt uitgevoerd dan wanneer de banken de effecten voor zichzelf beheerden.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Josy Arens aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de implicaties van het arrest van 27 januari 2011 van het Grondwettelijk Hof voor de douane" (nr. 2515)

05.01 Josy Arens (cdH): Bij arrest van 27 januari 2011 oordeelde het Grondwettelijk Hof dat artikel 198, § 3, van de algemene wet inzake douane en accijnzen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt. Volgens de pers zou dat arrest tot gevolg kunnen hebben dat de fraudedossiers waarvoor de douane de voorbije tien jaar huiszoeken verrichtte, op de helling komen te staan.

Denkt u dat de interpretatie van het Hof met terugwerkende kracht zal worden toegepast? Komen de oude

fraudedossiers waarvoor de douane huiszoeken verrichtte zonder een met redenen omklede machtiging van de rechter in de politierechtbank in het gedrang? Heeft men enig idee van het aantal betrokken dossiers en de bedragen die op het spel staan? Zullen uw diensten een wettelijke oplossing aanreiken? Zo ja, welke?

Voorzitter: Muriel Gerkens.

05.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt (Frans)**: Het Grondwettelijk Hof heeft bepaalde voorwaarden opgelegd voor de uitvoering van die huiszoeken, namelijk de door de rechter in de politierechtbank afgeleverde machtiging en de rechterlijke controle daarop. De documenten en de verklaringen waarop de machtiging gebaseerd is, mogen niet worden onttrokken aan het principe van de procedure op tegenspraak. De machtiging moet uitdrukkelijk met redenen omkleed worden. Er kunnen zich enkel problemen voordoen als de door de rechter in de politierechtbank afgeleverde machtiging voor de huiszoeking niet beantwoordt aan die voorwaarden.

Tijdens een strafprocedure kan de strafrechter de door de rechter in de politierechtbank afgeleverde machtiging controleren. Men moet niet denken dat de rechters in de politierechtbanken die machtigingen zo gemakkelijk afleveren.

De vervolgingen worden over het algemeen ingesteld op grond van andere initiële motieven, en de huiszoeken zijn een middel om het douaneonderzoek voort te zetten en aanvullende bewijzen te vinden. Zelfs indien dit uit het dossier zou worden verwijderd, zouden er in principe nog voldoende andere bewijzen overblijven, die niet zouden zijn 'aangetast' door deze overwegingen.

De Administratie der Douane en Accijnzen zal richtlijnen uitvaardigen opdat alle aanvragen voor huiszoeken uitdrukkelijk gemotiveerd zouden worden.

De bijzondere regels die van toepassing zijn aan de landsgrenzen en in de havens, zijn ook van toepassing in de tolkingen in het geval van onafgebroken achtervolgingen en in gebouwen waarvan vermoed wordt dat er goederen in opgeslagen liggen. Deze artikelen zijn niet onderworpen aan het Grondwettelijk Hof. De huiszoeken die worden uitgevoerd op grond van die wettelijke bepalingen, maken echter deel uit van de uitzonderingen op de algemene regel.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2557 van de heer Vercamer wordt omgezet in een schriftelijke vraag en ik trek mijn vraag nr. 2682 in.

06 **Vraag van de heer Olivier Henry aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de recente mededeling van de CBFA over 'good practices'" (nr. 2706)**

06.01 **Olivier Henry (PS)**: Op 20 december jongstleden publiceerde de CBFA een mededeling 'Verloop van openbare aanbiedingen van corporate obligaties', met een reeks good practices die regelmatig zullen worden geëvalueerd. In dit document wordt erop gewezen dat er soms een loopje wordt genomen met de wettelijke bepalingen, bijvoorbeeld wat het in ontvangst nemen van beursorders vóór de officiële openstelling van de openbare aanbidding betreft of de niet-naleving van de wettelijke termijn voor de terbeschikkingstelling van het prospectus.

Waarom reageert de CBFA zo laat? Zal de Commissie deze dossiers onderzoeken? Is ze bereid sancties op te leggen? Moet ze niet optreden of de informatie met betrekking tot deze overtredingen eventueel bezorgen aan het gerecht? Kunt u me ten slotte meer informatie bezorgen over de geplande evaluaties?

06.02 Staatssecretaris **Bernard Clerfayt (Frans)**: Het klopt dat de CBFA in december 2010 een mededeling heeft bekendgemaakt over het verloop van openbare aanbiedingen van corporate obligaties. Dat een en ander recentelijk niet vlekkeloos is verlopen, is niet eigen aan de Belgische markt, maar vindt zijn oorsprong in het toekenningsmechanisme van de effecten, op grond van het principe 'wie eerst komt, eerst maalt'.

De CBFA heeft besloten de financiële tussenpersonen aan te bevelen te kiezen voor een mechanisme voor

de toewijzing van effecten dat gebaseerd is op een evenredige verdeling. België is het enige land dat die stap heeft durven zetten. We mogen echter inefficiëntie, die kan leiden tot een oneerlijke behandeling, niet verwarren met een administratieve tekortkoming of een strafrechtelijk misdrijf. De CBFA zal de opvolging van deze aanbeveling evalueren, maar momenteel is het daar nog veel te vroeg voor.

06.03 Olivier Henry (PS): We zullen de bevoegde minister hierover opnieuw ondervragen om een stand van zaken te verkrijgen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nr. 2730 en nr. 2731 van mevrouw Fonck en de vragen nr. 2753 en nr. 2754 van de heer Schoofs worden geschrapt.

07 Vraag van de heer Theo Francken aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de gebouwen van de Koninklijke Schenking" (nr. 2719)

07.01 Theo Francken (N-VA): Volgens het KB van 9 april 1930 is de Koninklijke Schenking, wier goederen aan de Belgische Staat toebehoren, een zelfstandige openbare instelling, die al haar uitgaven moet bestrijken met de middelen waarover ze beschikt. Ze bezit onder meer een aantal kantoorgebouwen, waaronder een aan de Vierarmenstraat.

Wat waren de jaarlijkse pachtopbrengsten sinds 2008? Welke onroerende eigendommen uit de Koninklijke Schenking werden in de periode 2008-2010 verkocht?

07.02 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Nederlands): Inzake netto huuropbrengst gaat het in 2008 voor het Coudenberggebouw om 775.540 euro. De indexatie van dat bedrag verloopt op 1 augustus van elk jaar. Voor het Jan Jacobsplein gaat het over een bedrag van 522.772 euro. Dat wordt geïndexeerd op 1 januari. Voor de Vierarmenstraat is er een eenmalig huurgeld van 6 miljoen euro voor de periode 2005-2010. Voor 2009 gaat het bij het Coudenberggebouw om 770.386 euro. Voor het Jan Jacobsplein gaat het om 541.261 euro. Voor 2010 is het voor het Coudenberggebouw 785.961 euro en voor het Jan Jacobsplein 542.261 euro.

Er wordt ook verwezen naar de samenstelling van het onroerend patrimonium, zoals weergegeven op de website van mijn departement onder de rubriek Koninklijke Schenking.

In 2008 beliepen de huuropbrengsten van deze onroerende goederen 1.041.370 euro, in 2009 1.178.574 euro en in 2010 1.203.221 euro. De stijging van de inkomsten zal zich in 2011 doorzetten, onder meer door een huurprijs van 555.101 euro voor het kantoorgebouw gelegen aan de Vierarmenstraat.

Op 25 september 2008 werd een bosgedeelte van het domein van Postel om redenen van openbaar nut aan het Vlaams Gewest verkocht voor 5.549.360 euro. Op 22 april 2010 werden bouwgronden verkocht gelegen langs de Koningstraat te Oostende voor 2.350.000 euro. Op 19 mei 2010 werd een eigendom, gelegen op het nummer 304 van de Brusselsesteenweg te Kraainem, voor 1,5 miljoen euro verkocht. Op 21 mei 2010 werden gronden langs de Roostbaan in Grimbergen verkocht om redenen van openbaar nut aan de provincie Vlaams-Brabant voor 5.644 euro.

Tussen 2008 en 2010 werden twee woningen op het domein van Ardenne gerenoveerd voor 397.390 euro, werden aan het kasteel Belvédère op het domein van Laken vochtbestrijdings-, moderniserings- en herstellingswerken uitgevoerd voor 181.131 euro, werden herstellingswerken aan het kasteel Stuyvenberg uitgevoerd voor 41.232 euro, werden twee woningen gerenoveerd voor 43.367 euro, werden de daken van het Bellevue-hotel hersteld voor 62.815 euro en werden in Tervuren twee woningen gerenoveerd voor 51.448 euro.

In de Senaat werd al gedebatteerd over de kostprijs van de koninklijke familie. Misschien moet ook daarover tijdens de onderhandelingen gesproken worden.

07.03 Theo Francken (N-VA): Ik begrijp niet goed om welk gebouw in de Vierarmenstraat het concreet gaat. Gaat het om hetzelfde gebouw als waarover ik het had in mijn vraag?

07.04 Staatssecretaris Bernard Clerfayt (Nederlands): Het is hetzelfde gebouw. Ik heb de eenmalige

huurprijs voor het gebouw Vierarmen vermeld voor de hele periode van 2005 tot en met 2010. Het nieuw bedrag van 555.000 euro is het huurbedrag voor 2011. Vandaar natuurlijk dat de opbrengst zal stijgen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.08 uur.